L'agriculture familiale et son développement durable

Family farming and its sustainable development

Michel Benoit-Cattin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/economierurale/2279>

DOI : 10.4000/economierurale.2279

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 120-123

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Michel Benoit-Cattin, « L'agriculture familiale et son développement durable », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2279> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.2279>

L'agriculture familiale et son développement durable

Michel BENOIT-CATTIN • CIRAD, UMR Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs (MOISA), Montpellier

L'agriculture familiale s'inscrit dans des relations sociales de parenté et se caractérise par une relation forte au sol, transmissible de génération en génération par référence au processus historique d'accès au droit de cultiver. Ce modèle, considéré comme analogue au Nord comme au Sud, conduit à des performances contrastées entre pays comme au sein des pays. Après avoir exposé ces constats, Michel Benoit-Cattin reprend le concept du développement durable et utilise ses différentes composantes pour évaluer la durabilité de ces performances. Une agriculture familiale durable serait à inventer partout, au Nord comme au Sud, mais au Sud les difficultés sont accentuées dans les situations où les populations agricole et rurale continuent à croître et à peser sur les ressources malgré un exode important.

Le modèle social d'organisation de l'agriculture le plus répandu au monde est celui de l'agriculture familiale. Celle-ci emploierait 1,48 milliard d'actifs agricoles dont 96 % dans les pays du Sud et ferait ainsi vivre 2,8 milliards de personnes soit 45 % de la population mondiale (Cirad, 2005)¹.

En milieu rural, d'un point de vue socio-économique, les relations économiques – incluant la solidarité – sont enchâssées dans des relations sociales de parenté au sein de groupes plus ou moins larges. Ces relations concernent en premier lieu l'organisation de la production et de la consommation agricole et alimentaire dans un cadre qualifié d'agriculture familiale. Ces groupes s'identifient, se revendiquent, en référence à des origines historiques ou mythiques communes.

Au sein de l'agriculture familiale, l'organisation socio-économique de base serait « l'exploitation agricole familiale » parfois

érigée en modèle idéologique ou juridique. C'est en mobilisant le travail familial sur ses champs sous l'autorité d'un individu « chef » qu'un groupe plus ou moins large produit une part, ou l'essentiel, de son alimentation et un surplus vendable sur les marchés. Elle se caractérise par une relation forte au sol, transmissible de génération en génération par référence au processus historique d'accès au droit de cultiver, conduisant à une gestion patrimoniale de la terre. L'exploitation familiale n'est pas que de subsistance ou de petite taille, elle peut être de grande taille, moderne, productive (aux USA, 98 % des exploitations sont familiales). Par rapport à ce modèle, on notera également que d'une part ce groupe familial tend de plus en plus à se restreindre pour, à la limite comme en France, ne concerner qu'un individu et que, d'autre part il y a souvent complémentarité dans l'économie familiale entre les activités agricoles et d'autres activités plus ou moins saisonnières conduites sur place ou en migration par certains membres comme on peut l'observer dans de nombreuses situations au Sud. D'où

1. Cirad (2005). *Histoires de familles, agricultures familiales & mondes à venir*. Paris, Cirad, 2005, 15 p.

parfois la référence au « ménage agricole » plutôt qu'à l'exploitation ; ménage pluri-actif, voire pluri-local dont la qualification d'agricole viendrait de l'activité principale ou de l'attachement à sa terre.

Le modèle de l'agriculture familiale s'oppose au modèle industriel spécialisé dans la production, moderne et efficace, pour le marché, souvent international, mobilisant une main-d'œuvre salariée permanente et saisonnière et motivé par la rémunération des capitaux engagés dans de grandes unités. Les bases foncières de ce modèle industriel sont très souvent héritées de processus de colonisation au Sud ou de socialisation d'État à l'Est souvent corollaires de spoliation de groupes antérieurement présents avec des séquelles sociales, voire politiques rémanentes. La durabilité de ce modèle est discutable notamment d'un point de vue social et environnemental.

Le développement durable comme paradigme

La problématique du développement durable devrait renouveler les analyses sur les performances et les perspectives des différentes agricultures de la planète. Au-delà des références plus ou moins incantatoires et convenues au développement durable on peut proposer un paradigme du développement agricole durable. En référence aux trois composantes du développement durable, l'économique, le social et l'environnemental, il s'agit d'analyser les performances et les interactions techniques, économiques, sociales et environnementales au niveau des unités de production comme de territoires plus vastes.

Pour la recherche, le défi scientifique serait ainsi d'identifier et évaluer des voies technologiques et institutionnelles pour, au minimum, réduire les contradictions entre ces dimensions du développement agricole et, au mieux, stimuler les synergies. Une grande gamme de disciplines scientifiques doit être mobilisée et l'implication de toutes

les parties prenantes est nécessaire, au Nord comme au Sud.

Le défi politique serait de trouver les méthodes et moyens pour promouvoir ces alternatives technologiques et institutionnelles à des échelles significatives.

La fracture agricole n'est pas que Nord-Sud

La référence au développement durable conduit à dépasser le constat d'une fracture agricole Nord-Sud. Il ne suffit pas d'opposer une agriculture du Nord performante, riche, bien dotée en capital matériel et intellectuel à une agriculture du Sud permettant tout juste à une multitude de petits paysans de survivre, perdant des parts de marché, taxée, délaissée par les politiques publiques, etc. En effet, dans des pays comme :

- le Brésil, il y a une fracture interne entre l'agriculture d'exportation et l'agriculture familiale ;
- le Mexique, on peut opposer une agriculture moderne approvisionnant les États-Unis à l'agriculture des anciens ejidos ;
- le Maroc ou l'Inde, le contraste est fort entre l'agriculture des zones irriguées et l'agriculture des zones sèches ;
- l'Afrique de l'Est et du Sud, la distinction entre agriculture commerciale et agriculture de subsistance est classique.
- en France même, l'agriculture des grandes plaines est difficilement comparable à l'agriculture de montagne.

Il y aurait donc une première fracture entre deux grands modèles tendanciels :

- D'un côté, une agriculture productive, « moderne », mais dont les effets négatifs sociaux (exclusions, asservissement, etc.) et environnementaux (épuisement et/ou pollution des nappes et des sols, etc.) sont nombreux. Quant à ses performances économiques, il est permis parfois de s'interroger étant donnés les niveaux de subvention qu'elle peut réclamer pour se maintenir.

• De l'autre côté, il y aurait une agriculture techniquement peu efficace, « marginalisée », mais qui a des effets négatifs d'un point de vue social (migrations des hommes, conflits fonciers, etc.) mais aussi des effets négatifs d'un point de vue environnemental (surpâturage, érosion, déforestation, etc.).

Pour compléter ce tableau, en contrepoint, on doit mentionner, plus particulièrement au Sud, une petite agriculture dynamique, efficace qui arrive, en connexion avec un secteur dit informel, à alimenter tous les jours des villes, parfois très grandes et en croissance rapide. Mais cette agriculture « périurbaine » connaît aussi des problèmes de matériel végétal résistant à diverses maladies, de qualité sanitaire des produits, de pollutions chimiques, de litiges fonciers, de conditions des salariés, etc.

Les difficultés de la modernisation agricole

Le modèle d'exploitation familiale, plus particulièrement défendu par les organisations de producteurs, a historiquement permis de construire sur des générations, dans une diversité de contextes agro-écologiques, des agricultures viables techniquement, socialement et d'un point de vue environnemental. Ce sont les progrès techniques de certaines de ces agricultures qui ont pu conduire au type « moderne » évoqué plus haut. Cependant l'impact environnemental de ce type moderne fait l'objet d'interrogations quant à l'utilisation et la pollution des eaux, la dégradation des sols, l'abus de pesticides, etc. Symétriquement, au Sud, le délaissement politique et social du modèle familial, la raréfaction des ressources (croissance démographique et concurrence des autres usages), le chaos des marchés. entraînent de plus en plus de familles rurales dans le groupe des « marginalisés ».

Si la marginalisation s'accompagne d'exode rural, au Sud, elle n'est pas syno-

nyme de dépeuplement ou d'abandon des terres et de l'agriculture comme souvent au Nord. Certes, l'observation des structures démographiques au niveau des pays ou des régions montre une tendance générale à la croissance urbaine et donc à une baisse de l'importance relative des populations rurales et agricoles. Ce phénomène est abouti dans les pays riches, et se déroule de façon accélérée dans d'autres régions dont l'Afrique mais serait plus limité en Asie, en particulier en Inde. Mais il importe cependant de regarder de plus près, car la baisse de l'importance relative de la population rurale et agricole peut s'accompagner d'une augmentation de ses effectifs : il peut y avoir exode rural et exode agricole à populations rurale et agricole croissantes.

Transition agraire et performances agricoles

Dans ces conditions il ne peut pas y avoir de transition agraire. Historiquement, la transition agraire correspond au passage de structures de production petites, peu productives dégageant un surplus limité à des structures plus grandes, plus productives pour la terre et le travail en mobilisant du capital et dégageant des surplus commercialisés importants. L'agriculture familiale est devenue performante là où une transition agraire a pu être réalisée et les exploitants performants peuvent en arriver à se prévaloir du statut d'entrepreneurs. Ailleurs, en l'absence de cette transition, la modernisation sociale, économique et technique de l'agriculture familiale reste problématique. Dans de nombreux territoires, malgré l'émigration, la population agricole continue de croître, l'activité agricole devient une activité auxiliaire d'autres activités locales ou délocalisées par la migration. On peut alors identifier des groupes familiaux disloqués mais lieux de solidarité intra et inter générationnelle vitale pour leurs membres. Dans ces contextes, face souvent à une agriculture qui dégrade sa base de ressources, c'est une

agriculture plus autonome, plus économe qu'il faudrait inventer avec des perspectives de gains de productivité par actif limités par les opportunités techniques d'investissement en capital.

Quand la pression démographique augmente il y a bien innovation mais celle-ci cherche à compenser la baisse du niveau de la productivité ou du surplus. L'innovation est souvent davantage pour s'affranchir de l'agriculture par la diversification des activités plutôt que pour améliorer la productivité de l'agriculture de base.

*

* *

Une agriculture familiale durable d'un point de vue économique social et environnemental est donc à inventer partout, au Nord comme au Sud. Lorsqu'elle est performante, au Nord comme au Sud, c'est la réduction de l'impact environnemental qui focalisera les efforts de recherche et de développement. Au Sud, lorsqu'une transition agraire n'est pas envisageable par manque de perspectives économiques hors

du milieu rural la tâche est certainement plus difficile. L'artisanat rural, lié ou non à l'agriculture peut fournir des alternatives ou compléments de revenus, les phénomènes d'exclusion pourront être limités par des initiatives telles que la micro-finance ; l'agriculture de niche, en particulier biologique pourra concilier économie et environnement, etc. Dans les zones agro-écologiquement pas trop défavorables et où la transition agraire est du domaine du possible résultant d'un développement ailleurs, il importe d'accompagner la mutation de ceux qui restent pour un accès équitable aux techniques, au foncier et au capital en vue d'une agriculture plus productive et respectueuse de l'environnement.

Enfin, les modes d'articulation aux marchés par le truchement d'organisations coopératives ou par des réseaux d'intermédiaires privés ou par la contractualisation avec les firmes commerciales ou par la commercialisation directe sont des options dépendantes des contextes et des productions, mais aux effets économiques et sociaux variables. ■